

DERNIÈRES INFOS - EXPLOSION AU PORT DE BEYROUTH

Des familles de victimes manifestent devant le Palais de Justice pour une reprise de l'enquête

OLJ / le 17 janvier 2022 à 09h38, mis à jour à 10h57



Manifestation en soutien au juge Tarek Bitar à Beyrouth, le 11 novembre 2021. Photo d'archives Mohammad Yassine

Dernières infos

14:52

Proche-Orient Tentative d'attaque au couteau en Cisjordanie, l'assaillant palestinien tué

14:29

Liban Budget 2022 : Mikati prévoit un Conseil des ministres la semaine prochaine

En poursuivant votre navigation, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services et offres éditoriales et publicitaires adaptées à vos centres d'intérêts et mesurer la fréquentation de nos services.

[Accepter](#)[En savoir plus](#)

Palais de Justice de la capitale libanaise afin de réclamer la reprise de l'enquête dirigée par le juge Tarek Bitar, suspendue depuis plusieurs semaines en raison d'un énième recours en dessaisissement contre lui.

Selon des images de la chaîne LBCI, quelques dizaines de protestataires bloquaient les entrées du Palais de Justice, brandissant des portraits de leurs proches tués dans l'explosion qui a fait plus de 200 victimes et 6.500 blessés.

La déflagration au port a été provoquée par un incendie dans un hangar contenant des centaines de tonnes de nitrate d'ammonium stockés depuis 2014, au vu et au su de nombreux dirigeants et responsables administratifs.

L'enquête de Tarek Bitar, continue d'être entravée par les nombreux recours présentés par les dirigeants contre lesquels il a engagé des poursuites. Ces derniers réclament le dessaisissement du juge. De plus, dernièrement, le départ à la retraite d'un membre de l'assemblée plénière de la Cour de cassation a fait perdre à cette instance le quorum requis pour la tenue de ses réunions, alors même que c'est elle qui est compétente pour statuer sur les actions en responsabilité de l'État contre "les fautes lourdes" des magistrats. L'assemblée plénière ne peut donc plus désormais se pencher sur de tels recours, dont le dernier en date a été présenté le 3

[Toutes les dernières](#)[infos](#)

Your weekly newsletter

Sign up to receive our newsletter every Friday with a hand-picked selection of the week's top articles tackling the latest developments in Lebanon

lienhard-clau >

[Toutes les newsletters](#)

décembre par l'ancien ministre des Travaux publics Youssef Fenianos, objet d'un mandat d'arrêt par contumace à l'instar d'autres actuels et anciens responsables politiques. Entre-temps, l'enquête est donc gelée sur les volets concernant les plaignants ayant introduit ces recours.

Les manifestants ont ainsi réclamé lundi la nomination d'un nouveau juge au sein de la Cour de cassation afin que l'investigation puisse se poursuivre. Vers 10h, ils ont bloqué la circulation au niveau du rond-point de Adliyé, situé à proximité du palais de Justice.

Dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion avec le président du Conseil supérieur de la magistrature, Souheil Abboud, les parents des victimes ont affirmé soutenir fermement le juge Bitar " et l'encourageant à aller de l'avant. "Nous appuyons le juge d'instruction aujourd'hui plus que jamais. Et nous faisons assumer la responsabilité (du blocage de l'enquête) aux politiciens criminels poursuivis, qui ne font que bloquer et fuir la justice", peut-on lire dans le texte. "Nous nous attendons à ce que la justice honnête mette fin à ce scandale, même si elle serait amenée à imposer des sanctions à ceux qui présentent des demandes de dessaisissement du juge", selon les parents.

"Il ne suffit pas de lancer des mandats d'arrêt. Il faut exhorter les services de sécurité à les

appliquer", ont-ils insisté, dans une référence au refus du directeur des Forces de sécurité intérieure (FSI), Imad Osman d'exécuter des mandats d'arrêt émis à l'encontre de certains responsables politiques. "De quel droit une personne recherchée par la justice tient une conférence de presse sans être arrêtée par la police ?", demandent les familles, à la suite de la conférence de presse du député et ex-ministre Ali Hassan Khalil, le 3 janvier, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt.

"L'impunité va nous mener vers l'escalade", ont averti les parents des victimes, affirmant se préparer à une "désobéissance judiciaire qui contraindrait les accusés à se plier à la loi". Ils ont enfin adressé un message au magistrat Bitar: "Poursuivez votre travail. Et n'écoutez pas les hérésies de faibles qui exécutent des agendas partisans et ne représentent qu'eux-mêmes", ce qui est, note-t-on, une pique adressée à un ancien porte-parole des familles, Ibrahim Hoteit, qui a présenté un recours pour dessaisir M. Bitar, vraisemblablement sous la pression du Hezbollah.

SUR LE MÊME SUJET

[TAREK BITAR](#)[ENQUÊTE](#)[EXPLOSION AU PORT DE BEYROUTH](#)

LIBAN

À lire aussi

PROCHE-ORIENT

Tentative d'attaque au couteau en Cisjordanie l'assaillant

LIBAN

Budget 2022 : Mikati prévoit un Conseil des ministres la semaine

FRANCE

"Violences intolérables" contre des journalistes, déplore

L'Orient-Le Jour recrute des journalistes passionnés

Je postule

Les plus lus

ÉCLAIRAGE

1

Pourquoi le Hezbollah a décidé de ressusciter le gouvernement

ÉCLAIRAGE

2

Information: contradictoire sur un « accord secret » entre le Liban et Israël

SOUDAN

Tirs de lacrymogènes sur des milliers d'anti-putsch

CRISE AU LIBAN

Nouvelle grève de trois jours des chauffeurs routiers à partir du 2 février,

EMIRATS

Trois morts, six blessés dans l'explosion d'un camion-citerne à Abou Dhabi

DROITS DE
L'HOMME

3

À Badaro, la
détresse
des
Kényanes
qui n'ont
plus que la
rue

**Les plus
commentés**

Les plus partagés

Notre indépendance se cultive grâce à nos abonnés

Soutenez la mission
du groupe L'Orient-Le
Jour en vous
abonnant à partir de
1\$

[Je m'abonne](#)

[M'envoyer l'offre par email](#)

> [Dernières Infos](#)

> [Des familles de victimes manifestent devant le Palais de Justice pour une reprise de l'enquête](#)